




---

**EDITORIAL**
**Les importations alimentaires en République Démocratique du Congo : un milliard cinq cents millions de USD par an pour importer de la nourriture, c'est trop !**

Les potentialités agricoles de la RDC ne peuvent pas justifier les importations alimentaires, qui selon la Banque Centrale du Congo, représentent en moyenne une valeur annuelle de plus au moins un milliard cinq cents millions de dollars américains, c'est-à-dire, le ¼ du budget de 2018. Il est donc vrai, qu'à cette allure, la construction du bien-être commun risque de demeurer un vœu pieu.



**M. Jean de Dieu MINENGU**  
Rédacteur en Chef de la RAFEA

Les importations de produits alimentaires ont augmenté de manière exponentielle pour approvisionner le marché intérieur de certaines villes de la RDC. Cette évolution est la conjonction de trois facteurs : (i) l'effondrement de la production agricole nationale accentué par le mauvais état des voies de communication, (ii) l'effet positif de la démographie sur la demande, et (iii) les effets d'une urbanisation galopante conjuguée à une paupérisation croissante d'une part importante de la population.

Les importations alimentaires constituent un frein au développement socio-économique de la RDC. Les grands centres urbains, en particulier Kinshasa (via le port de Matadi et Lufu) et Lubumbashi (via Kasumbalesa), ne sont plus approvisionnés de façon générale par la production intérieure, mais bien par des importations, même pour des produits pour lesquels le pays a des avantages comparatifs tels que le riz, le maïs, l'huile de palme, l'arachide, la volaille, le porc, etc. En dépit de ces importations, plus de 70 % de la population congolaise vit encore dans l'insécurité alimentaire. Les produits alimentaires de base importés et vendus à Kinshasa et dans d'autres villes de la RDC coûtent de plus en plus chers, mais sans que cela incite véritablement les acteurs étatiques à mettre en place des politiques de développement du secteur agricole.

En effet, certaines initiatives de redressement du secteur agricole (Réserve Stratégique Générale, Service National, Parc Agroindustriel, etc.) n'ont pas permis une réduction significative des importations alimentaires en RDC. Parmi les raisons, il y a : (i) la réhabilitation des routes de desserte agricole (route en terre) avec une durée de vie très limitée (de quelques mois seulement), (ii) les politiques commerciales défavorables aux productions locales, (iii) l'absence de volonté politique et mauvaise programmation des actions de développement, (iv) les politiques d'investissements guidées par des profits à court terme, alors que le développement agricole doit être pensé dans la durée, (v) les politiques économiques appliquées par les différents gouvernements qui se sont succédés depuis plusieurs décennies, ont toujours privilégié le secteur minier au détriment de l'agriculture.

La réalisation de la sécurité alimentaire et l'amélioration durable et effective des conditions de vie des populations passent par la mise en place d'une véritable politique de développement agricole dans le pays, c'est-à-dire, identifier les défis, les actions et les moyens à mobiliser dans les secteurs : (i) de la production vivrière, (ii) des cultures industrielles, (iii) de l'élevage, pêche et pisciculture, (iv) de réhabilitation des routes de desserte agricole et autres voies d'évacuation des produits, (v) du développement des petites Unités de transformation/conservation des produits, etc.

Il n'existe pas d'obstacles insurmontables pour le développement agricole de la RDC, mais il est urgent de mettre sur pied un **Programme de relance de l'agriculture basé sur la réduction des importations alimentaires** en vue d'assurer la sécurité alimentaire par la production locale et de lutter contre la pauvreté ainsi que le chômage.

**Professeur Jean de Dieu MINENGU**

Rédacteur en Chef de la RAFEA